

---

The Regional History Committee, through its judge, W.B. Hamilton, has awarded CHA Certificates of Merit for Local History to the Peterborough Historical Society for its historical atlas and to Donald C. McGowan for his book Grassland Settlers: The Swift Current Region during the Era of the Ranching Frontier.

WOMEN HISTORIANS IN CANADA/LES HISTORIENNES AU CANADA

On the basis of 52 returned questionnaires, the Committee on the Historical Profession recently reported to the CHA Council the results of its survey on the status of women historians in Canadian universities. The replies represented some 32 history departments across the country, over half of the other twelve reporting all-male teaching staff. The proportion of women in the mixed departments varied from fifty all the way down to four per cent, with the more favourable ratios of women to men occurring in the small universities and the least favourable in some of the major teaching and research institutions.

Despite their serious under-representation, the women historians had few instances of overt discrimination to report. Indeed, the survey primarily encompassed the successful women in the historical profession who through hard work, perseverance, talent, and good fortune had overcome the disadvantages which almost all of them recognized but from which few of them still personally suffered. Some improvements were still felt to be needed in the areas of promotion, salaries, workloads and decision-making to achieve the desired equality with their male peers. The women in the survey were, however, concerned more with general problems than with individual grievances. They lamented the failure of women students to make the transition from undergraduates to graduates, a step which would add more women to the roster of candidates for university teaching jobs. They recognized that women do have special needs, shared with other working women, needs which the upgrading of the currently inferior part-time teaching status and the provision of day care facilities on campus would help to meet. On more contentious issues the women in this survey preferred to differ. Their attitudes towards the inclusion of women's history courses in their universities exposed a deep division between traditionalists and innovators, a division that must make for lively debate in their departments over undergraduate curricula and historical interpretations.

After studying the data obtained from its survey, the Committee on the Historical Profession made several suggestions to Council. The committee recommended that the CHA should urge history departments across the country to give special encouragement to women graduates with the ultimate goal of achieving greater female representation in the historical profession. Secondly, the committee asked that the association continue to pay particular regard to the representation of women in its own councils and on the programme at the Annual General Meeting. Above all, the

committee hoped that the CHA, by including a brief synopsis of the report in its newsletter, would help to encourage women historians to work within the association and within their own universities to improve opportunities for women and correct anomalies. Copies of the full report are available from the CHA secretariat, c/o Public Archives of Canada, 395 Wellington Street, Ottawa, K1A 0N3.

\* \* \*

Après étude des 52 réponses au questionnaire qu'il avait envoyé, le Comité de la profession d'historien a fait rapport récemment au Conseil de la Société historique du Canada sur la situation des femmes qui enseignent l'histoire dans les universités canadiennes. Les réponses sont venues de 32 départements d'histoire au pays. Des douze établissements qui n'ont pas répondu au questionnaire, plus de la moitié ne comptent que des hommes. Dans les départements où les femmes côtoient les hommes, leur proportion varie de la moitié de l'effectif jusqu'à un pauvre quatre pour cent. Les petites universités font la place plus large aux femmes, ce qui n'est pas le cas de certains grands établissements d'enseignement et de recherche où les départements d'histoire ne comptent que très peu de femmes.

Même si elles ne sont pas suffisamment présentes dans les hauts lieux du savoir historique, les historiennes ont peu de cas flagrants de discrimination à rapporter. En effet, l'enquête fait surtout état de femmes qui ont très bien réussi leur vie professionnelle d'historiennes grâce à leur travail acharné, à leur persévérance, à leur talent et aux circonstances qui leur ont permis de passer à travers une situation qui n'était pas à leur avantage, comme elles le reconnaissent bien d'ailleurs, et dont peu d'entre elles affirment avoir souffert. Tout n'est pas parfait cependant et des améliorations sont souhaitables pour que les femmes accèdent à la parité dans tous les domaines: promotions, traitement, charge de travail et prises de décision. Les femmes qui ont répondu au questionnaire s'intéressent plus à certains problèmes généraux qu'à des revendications personnelles. Elles déplorent le fait que peu de femmes terminent leurs études universitaires et obtiennent un diplôme, ce qui permettrait à un plus grand nombre d'entre elles de postuler des emplois de professeurs à l'université. Elles reconnaissent que les historiennes de métier ont les mêmes besoins particuliers que leurs consoeurs sur le marché du travail, qu'elles devraient avoir la possibilité d'exercer leur profession à plein temps, ce qu'elles ne font pas dans la plupart des cas en raison de l'absence de garderies sur le campus de l'université. En réponse aux questions un peu plus litigieuses, les femmes ont répondu de façon assez contradictoire. Quant à savoir, par exemple, s'il fallait ajouter des cours sur l'histoire de la femme dans leurs universités, les femmes ne s'entendent pas du tout. C'est l'éternelle dissension entre les tenants de la tradition et les partisans du progrès. La controverse a quand même sa place,

car elle permettra de remettre en question les programmes d'études et les interprétations historiques.

Après étude des données recueillies, le Comité de la profession d'historien a fait plusieurs propositions au Conseil. Premièrement, la SHC devrait faire pression sur les départements d'histoire pour qu'ils encouragent les femmes diplômées en histoire à occuper la place qui leur revient dans leur profession. Deuxièmement, la Société devrait continuer de veiller à ce que son Conseil et ses comités ainsi que le programme du congrès annuel fassent une place équitable aux femmes. Par dessus tout, le Comité espère que la SHC, en publiant un résumé succinct de l'enquête dans son bulletin, encouragera les historiennes à s'engager davantage dans leur association et dans leurs universités pour corriger les anomalies et promouvoir leur cause.

On peut obtenir des exemplaires du rapport complet de l'enquête en s'adressant au secrétariat de la SHC, a/s des Archives publiques du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa, K1A 0N3.

Judith Fingard

XVe CONGRES INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES/XVTH INTERNATIONAL CONGRESS OF THE HISTORICAL SCIENCES

L'assemblée générale du Comité International des Sciences Historiques (CISH) s'est réunie, à la fin de juillet, à Puerto de la Cruz, aux îles Canaries, en vue de préparer le programme du XVe congrès international, qui se tiendra à Bucarest en août 1980. Avant de débattre les thèmes suggérés par les divers comités nationaux, les vingt-cinq pays représentés à cette occasion ont admis au CISH trois nouveaux organismes, l'Association des historiens africains, l'Union des historiens arabes et la Société des média audio-visuels.

Les thèmes choisis pour le congrès de Bucarest se regroupent sous trois titres généraux: "Grands thèmes", "Méthodologie" et "Section chronologique". C'est aux divers comités nationaux que revient maintenant la tâche de choisir les auteurs qui traiteront (à titre individuel ou en collaboration) les sujets inscrits au programme du congrès. A la suite de l'allocation des sujets aux comités nationaux, le Canada s'est vu attribuer les cinq "places" suivantes au programme.

- I Grands thèmes: "Les Etats fédératifs et pluralistes".
- II Méthodologie: "Place et rôle de l'enseignement de l'histoire, principalement dans l'enseignement secondaire, pour la formation de l'homme au XXe siècle".
- III Section chronologique: Période moderne: "Les contacts culturels franco-amérindiens". Période contemporaine: "Activités des pays autonomes d'outre-mer du Commonwealth britannique dans le domaine des relations internationales".

La section IV est consacrée aux sessions des "organismes internationaux affiliés et aux commissions" dont 18 se tiendront à Bucarest. Des historiens canadiens participeront à plusieurs d'entre elles. Leur présence est assurée dans le cas de "l'Histoire ecclésiastique comparée"; elle est probable dans le cas de "l'Histoire des universités" et des "Mouvements sociaux et structures sociales: les problèmes de la petite entreprise face à la croissance industrielle et ses effets socio-économiques de la fin du XVIIIe siècle à nos jours".

Dans les sections intitulées "Grands thèmes" et "Méthodologie", chacun des thèmes fera l'objet de communications de la part d'une dizaine de représentants des différents pays et organismes internationaux. Ainsi, sur le thème "Etats fédératifs et pluralistes", le rapporteur général sera un historien polonais alors que les autres rapporteurs représenteront l'Australie, le Canada, la République fédérale d'Allemagne, la Hollande, la Suisse, l'Union des historiens arabes, l'URSS, les Etats-Unis, le Vénézuéla et la Yougoslavie.

Trois autres "Grands thèmes" comprennent "L'Europe de l'Est, aire de convergence des civilisations", "Forme des problèmes de la paix dans l'histoire" et "La Femme dans la société". Sous la rubrique "Méthodologie", on retrouve: "Le langage de l'historien" et "Démographie, épidémies, écologie". Dans la Section III, il y aura en "Antiquité" cinq rapports sur "Les rapports Est/Ouest" et sept sur "Civilisations et sociétés"; 13 communications porteront sur le Moyen Age, 18 sur l'époque moderne et 22 sur la période contemporaine.

L'allocation des "places" au programme (Sections I, II et III) donne, en nombre de communications prévues pour chaque pays, le tableau suivant:

<u>Nombre de communications</u>	<u>Pays</u>
8:	France, Pologne, URSS.
7:	RFA, Roumanie, Etats-Unis.
6:	Espagne, RDA.
5:	Canada, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Turquie, Vatican.
4:	Hongrie, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.
3:	Bulgarie, Danemark, Finlande.
2:	Corée du Nord, Association des historiens africains, Belgique, Chypre, Norvège, Pays-Bas.
1:	Australie, Grèce, Inde, Iraq, Israël, Mexique, Mongolie, Union des historiens arabes, Vénézuéla, Zaïre.

Dès maintenant, il incombe au Comité canadien des sciences historiques de choisir les auteurs individuels ou collectifs et de formuler les titres exacts des communications qui seront présentées à Bucarest. (La date d'échéance est le 31 décembre prochain). Ensuite, il faudra se préparer pour assurer une assistance nombreuse d'historiens francophones et anglophones au congrès de 1980.